

# La Mitidja vingt ans après

Réalités agricoles aux portes d'Alger

A. Imache, T. Hartani, S. Bouarfa,  
M. Kuper, coord.



éditions  
Quæ



**LA MITIDJA 20 ANS APRÈS**  
**Réalités agricoles aux portes d'Alger**



Amar IMACHE      Tarik HARTANI  
Sami BOUARFA    Marcel KUPER

# LA MITIDJA 20 ANS APRÈS

## Réalités agricoles aux portes d'Alger

Préface de A. Benachenhou



Représentation graphique développée par SIRMA  
pour vulgariser l'importance de la ressource en eau.

Éditions Quae, RD 10, 78026 Versailles Cedex, France

© Éditions Alpha, Algérie, 2010 pour la version originale sur papier

© Éditions Quae, 2011 pour la version numérique

© Amar Imache, pour la photo de couverture

e-ISBN : 978-2-7592-1643-7

Dépôt légal : juillet 2011

©Le code de la propriété intellectuelle interdit la photocopie à usage collectif sans autorisation des ayants droit. Le non-respect de cette disposition met en danger l'édition, notamment scientifique, et est sanctionné pénalement. Toute reproduction même partielle du présent ouvrage est interdite sans autorisation du Centre français d'exploitation du droit de copie (CFC), 20 rue des Grands-Augustins, Paris 6<sup>e</sup>

# Préface

La permanence du discours sur la sécurité alimentaire, la multiplication des réformes foncières, l'importance et la diversité des politiques de soutien à l'agriculture n'ont d'égale que la fragilité des résultats en matière de production agricole malgré une extension des superficies cultivables : 600 000 hectares de plus, nous disent les auteurs, sans donner de détails. Ce livre sur la Mitidja apporte des éléments de réponse à cette situation paradoxale : le principal d'entre eux est l'incohérence, sinon l'opposition des stratégies des acteurs sur le terrain, toutes deux résultant du statut flou et mou de la propriété des terres publiques.

## **Les acteurs : attributaires, bénéficiaires, locataires, sous-locataires et prolétaires**

Les attributaires sont en fin de parcours professionnel : depuis 20 ans, les attributaires de terres publiques sont moins nombreux et ceux qui restent ont vieilli. On entend leurs enfants dire qu'ils ne veulent plus de ce métier dont la mémoire familiale leur restitue le souvenir de privations et d'impuissance dans l'action.

Les bénéficiaires du désistement d'avant-2003 sont toujours là et de belles histoires sont rapportées sur la manière dont on obtenait la carte d'agriculteur pour bénéficier du désistement des attributaires initiaux ; clé de sésame pour acheter les droits de jouissance. Le texte ne nous dit pas si leurs exploitations agricoles sont plus prospères puisqu'ils y ont apporté en principe plus d'ardeur, plus d'argent et plus d'expertise.

Sont-elles tout simplement retombées dans le sort commun et ses ingratitude ?

Les locataires sont apparemment les plus nombreux : on nous dit qu'ils viennent des villages voisins et même de très loin. Ils ont accumulé un petit savoir technique et un peu d'argent pour acheter les serres, une puis deux, puis beaucoup. Peu sont diplômés de l'enseignement agricole et on peut se demander où sont passés ces derniers. Les sous-locataires sont nombreux aussi qui passent par cette première étape faute de moyens, de savoir et de relations.

Les prolétaires viennent aussi de partout. Ils sont jeunes et souvent sans expérience. Ils sont les soutiers des serres dont ils retirent un salaire modeste en contexte d'inflation.

Mais où sont les paysans ? De l'énumération qui précède, on peut dire que la réponse est dans la question. Sur les terres publiques au moins, la paysannerie est évanescence.

Trajectoires de vies. Les auteurs racontent, à travers témoignages et entretiens avec les acteurs, une petite histoire sociale de l'Algérie depuis l'indépendance et même avant. Ils montrent aussi le jeu des acteurs, selon leurs intérêts, leurs logiques et leurs stratégies pour certains. Cette restitution est passionnante.

### **L'accès aux ressources productives**

- La terre et l'eau

Il est d'abord heureux que les auteurs ne soient pas tombés dans le piège inutile de la dénonciation sans nuances de l'urbanisation de la Mitidja. Tous les pays du monde ont connu ce problème, et beaucoup y ont répondu avec succès par une intensification intelligente de leurs agricultures et un usage efficient de l'eau.

Les contrats de location, qui semblent être le mode principal d'accès à la terre (70% des EAC sont concernées par la location) pour les non-attributaires, sont de courte durée, généralement deux ans renouvelables, mais pas sûrement si l'entente ne se fait pas sur le loyer dans un contexte de rareté croissante de terres à louer.

Les sous-locataires utilisent aussi cette porte d'entrée pour produire et devenir à leur tour propriétaires de serres, c'est aussi un terrain de stage pour apprendre les ficelles du métier.

L'eau ne manque pas pour l'agriculture de la Mitidja si on en croit les calculs sur le niveau de la demande théorique et les disponibilités potentielles des eaux de surface. Les dérèglements sont dans l'accès à l'eau : les infrastructures de transport et de distribution des périmètres irrigués ont vieilli et ne correspondent plus à la géographie des exploitations. Le goutte-à-goutte, financièrement encouragé par l'administration, en devient moins crédible en raison des discontinuités dans la distribution. Cet argent est généralement gaspillé. Par ailleurs, les exclus et les déçus de la distribution publique de l'eau d'irrigation

creusent de plus en plus profond pour aller chercher l'eau souterraine de plus en plus rare. Situation paradoxale et désastreuse d'une nappe souterraine qui s'épuise à côté d'eaux de surface sous-exploitées. Des efforts sont faits pour limiter ce gaspillage, mais il faut agir sur les deux composantes de la demande et faire rentrer le marché informel de l'eau dans la régulation globale. Ce n'est pas simple car les arrangements sont nombreux et le doute général sur l'offre publique d'eau.

- **L'argent**

Là aussi, l'informel dans la propriété et l'exploitation appelle des circuits informels de paiement aussi bien des intrants, notamment les engrais et les pesticides, tous hors de prix selon les témoignages recueillis, que lors de la vente des récoltes puisque les producteurs locataires, et même les tributaires, ne peuvent accéder aux carreaux des marchés ni aux guichets des banques. Quand on pense que la politique officielle souhaitait justement les rendre bancables. La faiblesse statutaire des producteurs est la source de l'enrichissement sans cause de leurs fournisseurs, de leurs financiers et de leurs clients.

- **Le savoir et le savoir-faire**

En dehors du savoir-faire véhiculé par les locataires d'une région à l'autre et d'une exploitation à l'autre, les innovations en matière de pratiques culturelles ne sont pas majeures. La diffusion du goutte-à-goutte semble toucher surtout la culture sous serre, mais reste handicapée par l'incertitude sur la distribution de l'eau. Peu de chose, mais pas rien du tout, en matière d'agrumes ou de rosacées.

L'évanescence de la recherche agronomique publique et surtout la diffusion de ses résultats sont évoquées : malgré la multiplication des institutions spécialisées et du nombre des chercheurs : l'espace de la relation avec les producteurs est de plus en plus occupé par les sociétés commerciales dont certaines ont des pratiques efficaces et d'autres des comportements douteux. C'est toujours la même histoire : un secteur public, ici celui de la recherche, désargenté ou mal organisé, cède son marché à d'autres.

### **L'accès aux marchés**

Un dinar sur deux du revenu disponible des ménages se dépense à Alger et au centre du pays. C'est dire l'appétit de la capitale et la polarisation de la consommation. Mais les statistiques nous disent aussi que les prix à la consommation y augmentent très vite malgré les productions locales

et régionales très importantes. Cherchez l'erreur. Elle est dans les circuits de commercialisation toujours et encore désorganisés ou organisés au profit des mandataires rentiers. L'absence de grande distribution digne de ce nom est à la source de vrais problèmes, mais il y a les autres causes valablement rapportées par les auteurs.

Peut-on s'étonner que l'informel de la production alimente celui de la commercialisation ? En dehors des ventes directes sur les micro-marchés locaux de la région, et il en existe dans tous les villages, les producteurs ne semblent pas avoir le choix sauf à s'associer, à plusieurs serres, pour faire front au moment de la vente en gros ou à se passer des ficelles pour mieux vendre. On peut regretter que les auteurs n'aient pas eu le temps ou l'occasion de faire parler des mandataires pour en savoir plus sur leurs stratégies commerciale et financière. C'est certainement à faire si on veut avoir un tableau complet.

Le mandataire roi rôde comme une ombre dans le texte mais on ne sait pas qui il est et l'analyse de son identité et de ses stratégies est de nature à éclairer des processus qui se déroulent dans et hors de l'agriculture. L'accumulation qui se déroule ailleurs est une hypothèse fort plausible.

### **Le front vivrier marchand : croissance sans développement**

La production de la Mitidja a augmenté : fruits et légumes notamment, moins les céréales et le lait qui rencontrent d'autres problèmes. Une concurrence sur le sol et sur l'eau s'est établie entre les producteurs et les différentes cultures, notamment arboriculture et maraîchage ; le lait est à la traîne manifestement, pour des raisons inexplicées dans le texte. Mais cette croissance des productions n'est pas développement agricole, c'est-à-dire un processus cumulatif d'investissements, d'innovations, d'intensification et de croissance des exploitations et des revenus des producteurs. Les vergers qui occupent 40 % des superficies ont vieilli pour la plupart, les rendements céréaliers sont toujours insuffisants, certaines terres sont infestées, l'eau est gaspillée en partie, le système d'irrigation a besoin d'une restructuration et d'une modernisation et le matériel agricole n'est pas de toute jeunesse partout. Plusieurs facteurs expliquent cette croissance sans développement.

Et d'abord, l'insécurité juridique. Hors terres privées, et encore, aucun exploitant sur terres publiques n'a actuellement la garantie, ni même le sentiment, d'une sécurité juridique actuelle ou à venir lui permettant de se projeter sur le long terme avec ses enfants et éventuellement ses capitaux. Certains le font, mais peu nombreux et ailleurs que dans la Mitidja.

L'insécurité juridique favorise le court terme, c'est-à-dire le maraîchage et la location, sous une forme ou sous une autre, des vergers existants. Elle s'oppose à l'investissement à plus long terme dans de nouvelles plantations ou dans des pratiques culturelles profondément renouvelées de la céréaliculture ou de la conduite des élevages. Il y a des exceptions mais elles sont rares et le fait d'acteurs sécurisés dans leurs titres ou qui ont une base patrimoniale suffisamment forte pour aiguïser leur goût du risque.

**Inégalités sociales** certainement dans les exploitations et hors des exploitations.

Le sort des travailleurs de la terre est décrit ; celui meilleur, des locataires l'est aussi. On aurait aimé disposer d'un compte de résultat à l'hectare pour les différentes spéculations. Mais l'informel est muet financièrement.

On sait en tout cas que les marges sont empochées par d'autres. On ne sait pas combien, même si le chiffre de 8 % revient comme un leitmotiv rassurant.

La Mitidja coloniale envoyait son argent en métropole. La Mitidja actuelle continue à alimenter des circuits et des rentes ailleurs, en particulier dans le commerce et l'immobilier. L'histoire bégaie.

Pour toutes ces raisons, le développement agricole, structurel, n'est pas au rendez-vous. On est en présence d'un front vivier marchand à l'instar de ce qui se passait en Amérique latine dans les années 1960 et dont la littérature économique rapporte les péripéties. Non pas que ce développement économique cumulatif soit impossible mais il nécessite une action multiforme, engageant tous les acteurs, dans une logique de production et non de contrôle comme ce fut le cas pendant des décennies. Un jeune paysan cité dans le texte a parfaitement résumé la situation : l'effacement des dettes des agriculteurs est une mauvaise réponse à un vrai problème : celui de la libération des forces productives de la région et, pourrait-on ajouter, celui de l'agriculture algérienne dans son ensemble.

### **Généralisation du modèle ?**

Les connaissances livrées par les auteurs sur la situation sur les terres publiques de la Mitidja nous renseignent-elles plus sur le reste de l'agriculture algérienne ?

Que se passe-t-il sur les terres privées de la Mitidja ? Avons-nous un modèle similaire, au moins partiellement ? Les auteurs, dont ce n'était pas l'objet, ne répondent pas à cette question.

Les auteurs racontent pourtant que certains acteurs, à l'étroit dans la Mitidja, sont allés ailleurs planter leurs fruits et légumes et sont ainsi porteurs d'un nouveau savoir technique vers Biskra, Laghouat et Tiaret et probablement ailleurs aussi. Ils y trouvent certainement plus de facilités d'accès au foncier et peut-être à l'eau. Ce transfert interne des techniques est à encourager quand il peut trouver les canaux locaux de diffusion.

Notre stock de connaissances sur les autres régions d'Algérie est réduit et se réduit. Peu d'analyses précises sur les plaines de l'Oranie appauvries par l'arrachage du vignoble et la faiblesse des politiques de reconversion qui ont désertifié l'espace rural et encore peu sur le haut Constantinois. A l'évidence, on ne peut que souhaiter que les auteurs aillent voir ailleurs.

On peut probablement affirmer que les mêmes causes produisent les mêmes effets, mais mieux vaut aller vérifier.

### **Politiques publiques et réalités locales**

L'enfer est pavé de bonnes intentions : la réforme foncière de 1987, qui a dissous les domaines socialistes, a voulu donner une dimension humaine à l'exploitation agricole en en réduisant la taille, en donnant plus de cohérence aux collectifs de travailleurs et en les responsabilisant en principe. Le résultat sur le terrain, bien raconté par les auteurs, a été un démembrement rapide des EAC, le développement de la location, et la montée du chacun pour soi, que certains, selon les auteurs, regrettent tant il a signifié leur isolement et leur affaiblissement vis-à-vis des autres acteurs.

Le soutien financier public croissant de l'agriculture à partir de 2000 prenait acte d'un long désinvestissement dans l'agriculture, aggravé par la décennie noire : l'idée était d'amorcer la pompe de l'investissement agricole et de conduire les exploitations à la banque une fois la première mise à niveau réalisée. On en est loin pour beaucoup d'entre elles.

L'informel, tel que décrit dans le texte, a ruiné ces politiques publiques en principe généreuses : le démembrement illégal des EAC, la multiplication des locations et des sous-locations dont on nous dit qu'elles concernent 70 % des exploitations ont mis en place un système complexe et instable,

un capitalisme informel bien différent d'une économie agricole de marché, peu susceptible d'accueillir les innovations techniques, financières ou économiques qui étaient souhaitées et qui restent souhaitables.

Mais tout n'a pas été perdu : les terres sont exploitées, une partie de l'eau arrive quand même, la production a augmenté et les locataires et leurs prolétaires ont trouvé du travail chacun à sa façon. Le flou agricole s'est installé au profit principal de ceux qui fournissent les intrants et de ceux qui achètent le produit. Mais que font-ils de leurs sous ?

### **Que faire ?**

Les auteurs soulignent, à juste titre, l'importance de la participation dans la conception et la conduite du changement social dans l'agriculture. Ils donnent raison à Harrison Ford qui a statué : si vous voulez un bon film, trouvez de bons acteurs. Ils ont déjà pratiqué la participation au niveau micro dans les ateliers de réflexion, avec un certain succès semble-t-il. Mais le passage au macro-social est une autre paire de manches. La question du statut de la terre est structurante.

Les dispositions d'un projet de loi récemment adopté par le gouvernement insistent sur la pérennité de la propriété publique des terres, leur exploitation devant se faire sous le régime exclusif de la concession d'une durée de 40 ans renouvelable, moyennant redevance versée au Trésor public. Le titre de concession n'est pas aliénable au profit d'autrui. Le droit de jouissance des actuels tributaires est transformé en concession, transmissible à leurs héritiers. Les étrangers, ainsi que de toute personne ayant procédé à des transactions sur des terres agricoles publiques ou pris possession de celles-ci en violation de la loi en vigueur, sont exclus du bénéfice de la concession.

Les bénéficiaires de la concession peuvent travailler la terre à titre individuel ou collectif, avec obligation d'exploiter effectivement celle-ci sous peine de perdre le titre de concession. Le titre de concession ouvre droit à constitution d'hypothèque et les exploitants peuvent s'associer exclusivement avec des partenaires de nationalité algérienne, qui participeront au financement de l'exploitation.

Le projet de loi prévoit la possibilité pour l'Etat d'encourager par des incitations des opérations de remembrement des terres agricoles concédées, pour renforcer des méthodes modernes de culture.

Seul l'avenir proche dira si le texte est de nature à renforcer l'attractivité du travail agricole pour les enfants d'attributaires, de régler les relations entre actuels locataires et nouveaux concessionnaires, de renforcer le financement stable des investissements nécessaires et surtout d'élargir la capacité de négociation des concessionnaires vis-à-vis de leurs fournisseurs, de leurs clients, de l'administration et des banques pour pouvoir enfin sortir de la semi-clandestinité générale qui caractérise la situation actuelle.

Des questions importantes restent encore en suspens. Peut-on recréer une paysannerie en Algérie ? Depuis les travaux de Bourdieu, l'exode rural post-indépendance, l'arrachage du vignoble, malheureusement peu étudié dans le texte, et les aléas de la gouvernance publique agricole, la paysannerie a fini par disparaître, comme groupe social, campé sur un patrimoine en accumulation, conscient de ses intérêts et organisé pour les défendre, comme ce fut le cas du temps des colons.

Il reste des producteurs mais pas de paysannerie. L'intermédiation des chercheurs, et ce livre le démontre brillamment, est fort utile, mais pourra-t-elle remplacer une représentation plus efficace des paysans ? De ce point de vue, Alger reste loin de la Mitidja et l'ignorance politique du monde rural pourtant proche est toujours là.

Avec ce livre, nous disposons d'une bonne base d'informations sur le changement social en milieu rural dans l'Algérois. Plusieurs éléments d'analyse sont disponibles aussi qui appellent des compléments d'informations et d'étude. L'effort interdisciplinaire devrait être renforcé pour mieux comprendre les logiques des acteurs. Pour finir, pourquoi ne pas féliciter les auteurs de reportages et d'entretiens qui ont mis de la chaleur intelligente dans le texte.

Abdellatif Benachenhou



# Avant-propos

Le statut des sciences et des technologies s'est considérablement modifié au cours du XX<sup>e</sup> siècle, pour finir par acquérir une position de force dans la société. Aujourd'hui, la recherche scientifique n'a de sens qu'en étant liée à l'organisation de la société ; ses résultats doivent servir à l'acquisition de nouvelles connaissances quand il s'agit de recherche fondamentale, mais également se présenter sous forme d'application pratique ou se traduire en innovation, pour permettre l'accroissement de la production. De ce point de vue, la recherche scientifique doit s'affirmer comme source de progrès pour notre pays, en irriguant l'innovation industrielle, l'activité économique, le progrès social et la culture.

Dans ce monde complexe, marqué par la compétitivité, l'Ecole nationale supérieure agronomique d'El-Harrach est fortement engagée dans un projet de formation d'excellence. Former, pour qui ? Comment ? Et pour quel marché ? Il est clair que nos ingénieurs agronomes doivent être capables de s'adapter au marché national du travail et s'affirmer comme des leviers d'un développement permanent, en vue d'élever nos entreprises à un niveau de performance international. Au-delà du processus classique de transfert du savoir, on intègre donc bien la logique de la compétence qui associe au savoir, autant le savoir-faire que les capacités d'adaptation et d'analyse.

En tant que formateurs, nous sommes dans l'obligation de préparer au mieux nos futurs ingénieurs à un monde en mutation. La qualité de la formation est certes du ressort de l'école, mais elle n'est pas suffisante. Nous devons induire chez l'étudiant la culture de la formation active et du changement pour une performance constante, tout en l'accompagnant dans la construction d'un projet personnel durant tout son cycle de formation. Nous sommes donc, dans cette phase de réforme, conscients de la complexité et des responsabilités multiples qu'implique l'acte d'enseigner,

avec tous ses impacts sur la vie de nos futurs ingénieurs qui constituent notre capital potentiel de développement.

L'engagement des enseignants de l'ENSA autour de ce projet de formation d'excellence est fortement soutenu par le ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, à travers plusieurs projets (construction et équipement de laboratoires de recherche, et d'un centre de calcul et de télé-enseignement...). Afin de valoriser ces investissements qui viennent s'implanter dans une école de tradition centenaire, à fort potentiel humain, nous menons actuellement un important travail de concertation pour élaborer un plan global de développement de l'établissement. Notre priorité étant de nous appuyer sur ces investissements pour faire émerger de nouvelles activités scientifiques et conduire nos futurs ingénieurs sur la voie de nouveaux métiers porteurs de développement pour un secteur stratégique en attente d'amélioration de ses capacités de production.

A travers ces nouveaux projets, nous mettons en place les fondations pour la construction d'une plateforme technologique spécialisée dans le vivant, qui évoluera vers un véritable agropôle pour l'Algérie. Dans cette perspective, l'ENSA doit augmenter sa performance par des alliances stratégiques et s'inscrire dans une logique d'intelligence collective nationale et internationale. A l'ère de la mondialisation, une de nos priorités est de travailler dans le sens d'un décloisonnement total en vue de favoriser le processus de transfert technologique et scientifique ainsi qu'une plus grande visibilité internationale.

Les produits de nos laboratoires de recherche, de nos écoles doctorales doivent gagner en visibilité à travers les revues internationales, mais aussi à travers nos propres publications. La revue *Annales de l'Institut national agronomique d'El-Harrach* est un excellent moyen de décloisonnement, de communication et de construction de réseaux à travers les copublications. Elle a fait l'objet d'une numérisation rétrospective entre 1939 et 1999, dans le cadre d'un Consortium de la presse électronique, associant des éditeurs scientifiques des pays du Sud et du Nord. Aujourd'hui, nous aspirons légitimement à en faire un espace de publication

de renommée ; même si la voie de l'ascension est dure pour les revues scientifiques, celle de nos annales fait partie des attentes très fortes de nos chercheurs.

Dans un monde compétitif, on s'engage sur la formation d'un profil d'ingénieur qui doit faire face à des défis qui dépassent le plus souvent les frontières du pays. Les enjeux planétaires tels que la sécurité alimentaire, le réchauffement climatique, le développement durable, l'environnement..., nous interpellent fortement. Pour le formateur, la tâche est rude car c'est de la qualité de son offre de formation que dépend, en partie, le succès de la mission d'un agronome. En Algérie, cette responsabilité partagée est encore plus lourde car notre avenir alimentaire en dépend fortement. Actuellement, nous travaillons sur la mise en place d'un observatoire de la recherche agronomique en Algérie. Il s'agit d'abord de capitaliser l'ensemble des connaissances produites jusqu'ici, de créer des pôles de compétences et d'ouvrir un portail unique d'information qui recense les ressources humaines, les projets et les laboratoires de recherche... L'ensemble de cette démarche étant conçu dans le but de mieux exploiter et valoriser les connaissances produites et de veiller à leur transférabilité, afin d'éviter de faire de la science pour de la science.

La ressource humaine est désormais l'avenir de notre pays, l'or noir n'étant pas éternel, nous sommes condamnés à bâtir notre développement sur la base de notre « or gris ». L'expérience vécue à travers le projet SIRMA sur les terres de la Mitidja est rassurante et révèle largement le potentiel humain dont nous disposons ainsi que ses capacités de mutualisation. Les liens tissés entre les formateurs et les étudiants et surtout entre étudiants, rentrent dans la droite lignée de ce que nous souhaitons leur inculquer : le travail collaboratif. Investir sur le travail collaboratif, comme outil pour fédérer nos compétences et ressources est une préoccupation majeure. L'expérience vécue à travers le réseau SIRMA, a montré que les sorties et les stages de formation sur le terrain – et nous avons la chance d'être au cœur de la Mitidja qui porte toute une partie de notre histoire agricole – constituent un atout considérable. La capitalisation des méthodes développées

à travers ce type de projet peut aujourd'hui nous permettre d'envisager leur démultiplication dans notre recherche actuelle de synergies avec les acteurs du développement, en consolidant nos passerelles d'échanges.

C'est à travers un travail d'équipe, à l'image de ce livre, que nous pourrons relever plusieurs défis en parallèle : celui de la consolidation des réseaux, du partage de la charge de travail, de l'acquisition d'une masse critique suffisante et pertinente, pour proposer à la société un produit de qualité issu de regards croisés et d'intelligence collective. Cette approche de fertilisation croisée qui m'est particulièrement chère, reflète toute la richesse du secteur agronomique et ses traditions d'échanges. Elle trouve pleinement son sens dans cet ouvrage.

Rosa Issolah  
Directrice de l'Ecole nationale supérieure agronomique d'Alger



# Edito

La Mitidja telle qu'elle est. Dépasser un imaginaire qui l'enferme dans une vision de richesse d'hier, de crise agricole aujourd'hui, et de plaine bétonnée demain. Décrypter des réalités agricoles ô combien plus riches et plus complexes. Telle était notre ambition lorsque nous avons fait nos premiers pas dans la Mitidja. Plus précisément dans la Mitidja-Ouest encore agricole. C'était en 2000, après les années difficiles, le plan de relance était sur le point de donner un coup de fouet au secteur agricole. Pourtant, des dynamiques agricoles, qui allaient s'accroître par la suite, étaient déjà bien enclenchées. Des vergers d'agrumes, pommiers ou pêchers, des champs verdoyants de légumes en plein été et des serres de poivrons, témoignaient de réalités qui ne nous avaient pas été annoncées, ni à Alger ni à Blida.

Il nous fallait nous intéresser à ces réalités agricoles. Les décrire d'abord, les analyser ensuite. Remonter dans le temps pour comprendre et se projeter dans l'avenir pour réfléchir avec ceux directement concernés par le devenir de ce territoire. Dès le début, il était clair que beaucoup de choses se passaient à travers des arrangements informels : l'éclatement des exploitations agricoles collectives instaurées par la réforme de 1987 pour en faire de plus petites fermes, la présence de locataires non reconnus par la loi mais bien présents dans la production de fruits et légumes, l'installation de forages sans autorisation mais portant ces nouvelles dynamiques... Et par la même emprunter le cheminement intellectuel qu'avait prôné Claudine Chaulet, constatant que la production scientifique part le plus souvent de la « politique de l'Etat et porte sur elle, soit pour montrer qu'elle était inadéquate, soit... qu'elle était bonne en principe, mais qu'elle a été brouillée par des effets pervers ». Nous avons fait le choix de partir des acteurs et de leurs pratiques pour aborder le changement, et ainsi contextualiser le discours et l'action de l'Etat.

Nos séjours fréquents dans la Mitidja nous ont permis de nouer des relations de confiance et de respect mutuel avec les agriculteurs et services techniques de l'Etat. Les stages de formation où nous passions de longs séjours sur place entre élèves agronomes et professeurs à décrypter des réalités, ont particulièrement marqué les esprits. Comme le disait un attributaire : « Ce [ces élèves] sont nos futurs responsables, il faut les imprégner dès à présent des réalités de terrain. » Souvent ces mêmes attributaires s'improvisaient en maîtres de stage, montrant leur savoir-faire dans le traitement des maladies, la taille... Les travaux de recherche permirent ensuite d'approfondir les premiers constats et intuitions et d'analyser plus finement les liens de causalité à effet. L'eau et l'agriculture, désormais intimement liées dans la Mitidja, devaient être étudiées non seulement séparément et de façon approfondie, mais aussi dans un esprit pluridisciplinaire et une vision territoriale.

20 ans après. 20 ans après la réforme foncière de 1987 donnant à des collectifs d'attributaires un droit à la terre, et impulsant, chemin faisant, l'émergence d'une multitude d'exploitations agricoles. On observe aujourd'hui des petites et moyennes exploitations arboricoles, des petites exploitations maraîchères et des locataires en voie d'installation sur des exploitations mixtes. Certaines sont en voie de marginalisation, sans accès à l'eau souterraine ou avec des vieux vergers en déclin. D'autres, au contraire, s'en sortent plutôt pas mal. Pour certains, la Mitidja est devenue un nouvel Eldorado où on peut bien gagner sa vie dans l'agriculture. Aujourd'hui les marchés d'Alger sont approvisionnés, bien qu'insuffisamment, en fruits et légumes de la Mitidja cultivés en primeurs.

20 ans après la mise en eau du barrage de Bouroumi. L'eau d'irrigation a changé la face de la Mitidja. Le vert des vignes est remplacé par les verts multiples des arbres fruitiers, et des légumes de saison et d'arrière-saison. Le réseau hydraulique est actuellement en déliquescence, mais il y a de nouveaux espoirs d'une disponibilité prochaine de l'eau de surface pour l'irrigation. Mais cela seul ne suffira pas. Encore faut-il remettre